

# SANT' EGIDIO, LA MÉDIATION & LA PAIX

## Don Matteo ZUPPI & Ricardo CANNELLI

*Interviews par Eric Morier-Genoud*

*La Communauté de Sant' Egidio a été créée à Rome en 1968 par un groupe de jeunes étudiants soucieux de s'engager socialement. A ses débuts, la communauté travailla dans les quartiers pauvres de la capitale italienne. Avec les années, la Communauté grandit et sa présence traversa les frontières. En 1986, Sant' Egidio fut reconnue officiellement par le Saint-Siège alors qu'elle s'investissait dans la médiation de conflits et le dialogue interreligieux. Son activisme dans les négociations de paix au Mozambique projeta la Communauté sur la scène internationale à la fin des années quatre-vingt. Tout en continuant dans son travail social à Rome et dans d'autres villes du monde, Sant' Egidio s'investit toujours plus durant les années 1990 dans la médiation (au Guatemala, au Burundi, au Congo) et dans le dialogue interreligieux (la dernière réunion s'est déroulée en septembre 2003 en Allemagne). Nous avons rencontré Don Matteo Zuppi et Ricardo Cannelli dans leur fief du quartier de Trastevere en juin 2003.<sup>1</sup>*

## 1. Don Matteo ZUPPI

*Don Matteo Zuppi a étudié les lettres et la théologie à l'université de Rome. Il entre dans la Communauté Sant' Egidio à ses débuts – il participe à sa fondation – avant choisir la voie sacerdotale. Aujourd'hui, il est l'un des quelque 15 prêtres de la Communauté, le vicaire de la paroisse de Santa Maria de Trastevere à Rome, et l'un des principaux médiateurs de la Communauté. Il a été négociateur en chef dans le processus de paix au Mozambique qui a été le grand succès de la Communauté. Il est aujourd'hui très impliqué dans les processus de négociation dans la région des Grands Lacs, en particulier au Burundi.*

## La Médiation

---

***Dans un livre d'interview<sup>2</sup>, votre président, Andréa Riccardi, parle d'une influence sur Sant' Egidio du marxisme de la fin des années 1960. Qu'en est-il ?***

Le marxisme est quelque chose que les fondateurs de Sant' Egidio ont tous vécu ensemble. Moi-même, j'ai vécu cette réflexion de la fin des années 60 à l'école, une réflexion sur la pratique du marxisme. Mais en réalité, à Sant' Egidio, nous avons plutôt vécu une théologie

---

<sup>1</sup> A propos de la communauté, voir Jean-Dominique DURAND (avec Régis Ladous), *Sant' Egidio, Rome et le monde. Entretiens avec Andrea Riccardi*, Paris : Beauchesne, 1996; et Mario GIRO, « The community of Saint Egidio and its Peace-Making activities », *The International Spectator* (Rome), no. 3, July-September 1998, pp.85-100. Voir aussi la page internet de la Communauté [www.santegidio.org](http://www.santegidio.org)

<sup>2</sup> J.-D. DURAND, *Sant' Egidio, Rome et le monde, op.cit.*

pratique, une réflexion qui est devenue avec le temps une réflexion de théologie dans un sens plus strict, sur le rôle des laïcs dans l'église, sur l'engagement social et la dimension spirituelle de l'action. Notre but est devenu d'unir la dimension sociale et la dimension spirituelle. Notre réflexion était aussi historique. Nous avons cherché des exemples pour la Communauté, comme chez Saint François d'Assise, des exemples pour vivre d'une façon plus profonde notre expérience.

***Est-ce que vous avez puisé dans la théologie de la libération qui se focalise sur la pratique elle aussi et qui a pris une option pour les pauvres, comme vous d'une certaine manière ?***

Il y a quelque chose qui nous a distingué de la théologie de la libération dès le départ. C'est le lien entre la réflexion sociale et la recherche spirituelle. Nous estimons qu'il y a dans la théologie de la libération une prise de conscience sociale très importante, une prise de conscience fondamentale même. On ne peut pas accepter un monde comme il est et nous, chrétiens, nous devons faire quelque chose pour que le monde change. On ne peut pas fermer les yeux face aux injustices. Ceci dit, il y a un lien entre l'engagement en faveur des pauvres et la dimension spirituelle. Nous pensons, nous, que si on ne peut pas vivre une dimension spirituelle détachée de la vie, loin des contradictions de la vie, on ne peut pas non plus avoir comme seule motivation l'engagement social. Il y a une relation entre les deux dimensions – spirituelle et sociale. Disons que c'est une dialectique, une dialectique ouverte, car ce n'est jamais quelque chose de résolu ou défini une fois pour toutes.

***Comment est-ce que la Communauté, et vous-même, êtes arrivés à la médiation ? Y a-t-il eu une formation spécifique, des cours ?***

Je dirais que c'est plutôt l'autorité de la Communauté et l'expérience acquise sur le terrain. Il y a une expérience de médiation qui est celle de l'attention à l'autre, la disponibilité, l'histoire, une compréhension profonde des différentes réalités. En résumé, il s'agit d'une compréhension humaine et culturelle. C'est quelque chose que l'on n'apprend pas par des études. C'est vrai cependant qu'il y a aussi des choses qu'il faut apprendre. Mais je crois que nous avons le grand avantage d'être une communauté, ce qui signifie que nous discutons entre nous, faisons les choses ensemble, travaillons toujours ensemble. Je dirais que l'amitié, dans ce sens-là, nous aide beaucoup. Je pense que c'est une partie de la méthodologie pour ainsi dire. Travailler ensemble permet, je crois, une compréhension plus dialectique, plus nuancée donc plus profonde des situations.

***Combien de personnes sont engagées dans la médiation à Sant' Egidio ?***

Une trentaine de personnes, sur différents sujets, avec différents rôles. Certains s'occupent de cela d'une façon continue, mais d'autres ne font qu'aider.

***La médiation est une activité qui s'est beaucoup développée à Sant' Egidio ces dernières années ?***

L'expérience du Mozambique nous a donné une conscience plus profonde et plus claire de la force que l'on pouvait avoir pour amener la paix – ce que nous estimons être de notre devoir. Ensuite, beaucoup de gens sont venus nous chercher depuis lors. Les négociations au Mozambique ont donné à beaucoup de monde l'espoir que Sant' Egidio pourrait faire quelque chose pour eux. Ils ont le sentiment que notre expérience doit être utilisée. C'est ainsi que cela a commencé au Burundi, puis au Congo. Nous, nous nous disons que nous ne pouvons pas garder cette expérience pour nous, nous ne pouvons pas la gaspiller.

***Il y a donc des médiations pour lesquelles l'on vient vous solliciter et d'autres où c'est vous qui prenez l'initiative ?***

Dans le cas du Liberia, par exemple, c'est plutôt nous. Nous avons remarqué que cette histoire terrible était liée à d'autres pays où nous avons une présence comme la Guinée

Conakry et la Sierra Leone. Nous nous sommes donc dits que nous allions parler avec le LURD [Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie], prendre contact avec Taylor et avec le LURD, pour évaluer la situation. C'est comme ça que Sékou Damate Conneh, le chef du LURD, est venu à Rome, encore la semaine dernière. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, nous avons eu un rôle similaire. La Communauté, par l'intermédiaire de Mario Giro (et d'Andrea Riccardi à la fin), a été impliquée dans les négociations de Marcoussis (en France) entre le gouvernement et l'opposition. Dans le cas de la Colombie, ce sont plutôt les Colombiens qui nous ont contactés. Parfois c'est l'Eglise, ou les différentes Eglises, qui connaissent notre Communauté, qui viennent nous demander de l'aide. Dans le cas de l'Ituri (en République Démocratique du Congo), beaucoup de monde est venu nous demander une intervention. Parfois aussi, nous ne pouvons rien faire. Nous ne sommes pas d'avis qu'il faut toujours faire quelque chose à tout prix. Dans ce dernier cas, il reste la dimension spirituelle, la prière. Mais il est clair que nous tentons toujours de faire le maximum, en essayant de ne pas créer de problèmes ou de difficultés aux autres. Au Burundi, par exemple, il y a une initiative régionale et surtout sud-africaine et, bien que nous ayons été sollicités, nous n'avons pas pris d'initiative parce qu'il était clair que cela pouvait remettre en question le cadre régional et sud-africain de la négociation. Il ne fallait pas que nous intervenions car cela aurait créé des problèmes à la médiation en route. En résumé, nous ne croyons pas qu'il faille faire quelque chose tout le temps et à n'importe quel prix. Quelques fois, il faut ne rien faire ou seulement soutenir une initiative, comme cela a été le cas au Guatemala.

***Mario Giro parle d'une formule Sant' Egidio, d'une formule qui serait de travailler en tandem avec des structures formelles des Etats ?***<sup>3</sup>

En synergie plutôt. Mais nous essayons de collaborer avec tout le monde. Nous travaillons également avec des religieux, avec les Eglises, avec la société civile. Ceci dit, nous travaillons en effet avec des Etats, avec des départements des Affaires étrangères. Ne serait-ce que parce qu'il y a toujours des questions de visas, de présence de groupes étrangers dans un pays ou dans un autre. Nous sommes donc obligés de travailler avec la diplomatie, avec les institutions, avec les ONG. Mais nous travaillons en synergie. Nous ne sommes pas organisés en circuit parallèle, même s'il y a trop souvent encore des logiques parallèles qui affaiblissent tout le monde. Sant' Egidio n'est pas une diplomatie, encore moins une diplomatie parallèle. Au contraire. Nous cherchons à collaborer avec tout le monde.

***Et avec la diplomatie Vaticane ?***

C'est la même chose, c'est-à-dire qu'il y a bien un lien. Nous échangeons des informations, quelques fois nous vérifions, avant de prendre des initiatives, que cela ne dérange pas le Vatican, ou au contraire que cela peut lui être utile. Mais nous agissons toujours avec une grande liberté. Avec des responsabilités aussi, comme celle de ne jamais engager le Saint Siège. Donc nous faisons des échanges d'informations, des échanges de points de vue, qui n'engagent pas mais peuvent nous aider dans nos efforts.

***Dans le cas du Mozambique, certaines personnes ont interprété votre implication comme résultant d'une volonté du Vatican de ne pas se mouiller ?***<sup>4</sup>

Non, c'est une mauvaise interprétation. Le Vatican n'a jamais fait de médiation directe, sauf dans les cas où il est interpellé par les deux côtés, et ce de façon très claire. Je crois que l'unique médiation formelle qu'il a effectué dans ces dernières décennies, est celle entre l'Argentine et le Chili durant la deuxième moitié des années 1970. Il y a eu l'implication officielle d'un cardinal, le cardinal Antonio Samoré, qui a fait toute la médiation. Le conflit avait trait à la frontière entre les deux pays. Mais le Vatican s'est impliqué dans cette affaire

---

<sup>3</sup> M. GIRO, « The community of Saint Egidio and its Peace-Making activities », *op.cit.*

<sup>4</sup> P. LEMAYRIE, « Les bâtisseurs de la paix. Une communauté religieuse dans la médiation des conflits », *Le Monde Diplomatique*, septembre 2000

uniquement parce que l'Argentine et le Chili l'ont demandé formellement au Saint Siège. Donc notre présence au Mozambique ne signifie pas que le Saint Siège ne voulait pas s'engager directement au Mozambique.

***Le type de médiation que vous faites a augmenté avec le déclin de la guerre froide et le déclin des conflits interétatiques. Est-ce que la situation va changer pour vous maintenant, ou pour la médiation en général, à la suite du 11 septembre et d'un possible déclin de l'ONU ?***

Le 11 septembre a amené beaucoup de gens à voir et à critiquer les difficultés de la communauté internationale et des Nations Unies à résoudre les conflits. Mais ces difficultés ne sont pas nouvelles. La Somalie a été le premier cas en Afrique d'un échec clair des Nations Unies et ça s'est passé bien avant le 11 septembre – en 1993 pour être précis. Les Nations Unies et la communauté internationale ne sont pas parvenus à résoudre ce conflit parce qu'il y avait une dissolution de l'Etat et une guerre interne avec des liens régionaux. C'est une situation que nous trouvons aujourd'hui dans beaucoup de pays. Donc, il est clair que le 11 septembre a rendu plus difficile la résolution des conflits, mais je ne crois pas que la situation ait changé autrement. En Algérie, par exemple, la guerre en cours n'a rien à voir avec le 11 septembre. Le problème de l'Algérie était là bien avant le 11 septembre. Il y a quelques années, nous avons essayé de mettre sur pied des négociations ; le gouvernement avait le choix entre garder le pouvoir d'une façon absolue et négocier. Or, un certain orgueil algérien a amené le gouvernement à rejeter toute « ingérence ». L'argument de l'ingérence était ridicule parce que c'était des Algériens qui formaient la plate-forme de négociation ; ce n'était pas nous. Il n'y aurait jamais eu d'autres signatures qu'algériennes sur les documents si la négociation avait abouti. C'est vrai que la plate-forme avait lieu en dehors du pays, mais il était impossible de mener des négociations en Algérie même. Dans tous les cas, il n'y a pas eu la moindre ingérence quoiqu'en aient argué les militaires pour arrêter les négociations et reprendre la guerre. On voit donc bien que cette guerre-là n'a rien à voir avec le 11 septembre.

***Dans des conflits où il y a une partie musulmane ou un facteur islamique, est-ce qu'après le 11 septembre les choses ne seront pas plus difficiles ?***

Peut-être que ce sera plus difficile en effet, car il y a le risque de mettre toutes les différentes composantes du fondamentalisme dans le même panier, ce qui est une erreur. C'est même un cadeau qui est aux terroristes ! Car, en réalité, nous devons faire des distinctions justement. En Israël, par exemple, il y a pas mal de parties qui sont fondamentalistes. Il y en a même qui sont au gouvernement ou qui soutiennent le gouvernement. Personnellement, je ne suis pas scandalisé si la démocratie signifie aussi de prendre en compte d'une certaine manière ces réalités. Je n'aime pas vraiment cela, car notre esprit à Sant' Egidio c'est le contraire du fondamentalisme. Mais nous devons essayer d'inclure les fondamentalistes dans les discussions parce que s'ils restent en dehors, c'est dangereux. C'est très facile pour tout le monde de faire la guerre. On le voit notamment en Algérie où la violence est encore très présente. Alors, dire que tous les fondamentalistes sont des terroristes, je crois que c'est faire un cadeau à ces derniers. Par contre obliger les fondamentalistes à accepter les règles démocratiques, ça c'est notre choix. Nous croyons que le débat, la logique des discussions, vaincra parce que la démocratie, la véritable démocratie, est capable de vaincre le fondamentalisme.

## **L'ANGOLA**

---

***Quand est-ce que vous êtes devenus actifs dans la médiation en Angola et au travers de qui ?***

Depuis les années 1990-91. Nous avons des contacts avec le gouvernement et avec l'UNITA pendant et après les accords de Bicesse. Parce que l'engagement que nous avons au Mozambique était connu en Angola. Mais les relations se sont vraiment renforcées après l'échec de Bicesse. L'UNITA est venue à ce moment chez nous pour avoir des informations sur le processus de paix au Mozambique et pour évaluer les possibilités d'une intervention de notre part pour relancer des négociations. Nous avons déjà des relations avec le gouvernement. Nous avons invité un ministre ici, avec lequel nous avons beaucoup discuté. Mais nous n'étions alors pas intervenus car le processus de Lusaka avait déjà commencé - un processus auquel nous avons été invités comme simples observateurs, et non comme médiateurs. Pour ce qui est du deuxième processus toutefois, nous avons donné des suggestions, nous avons essayé d'aider de loin et l'expérience du Mozambique a été utile même s'il est clair que l'Angola est très différent du Mozambique. On ne peut pas en effet photocopier un accord de paix. Mais l'expérience du Mozambique nous a permis de donner des suggestions. Et de communiquer à l'UNITA notre conviction profonde qu'il est possible de trouver une entente entre compatriotes.

***Vous aviez la conviction que c'était possible de trouver une entente?***

Nous leur avons transmis notre expérience du Mozambique qui avait démontré qu'il est possible de s'entendre entre compatriotes. Par la suite, nous avons gardé des contacts avec l'UNITA par la personne de leur représentant à Rome, Adalberto da Costa Junior, avec lequel nous avons des relations au même titre que nous avons des relations avec quelqu'un du gouvernement. Nous avons aussi aidé l'Eglise angolaise lorsqu'elle a pris des initiatives avec un certain courage et qu'elle nous a invités. Notamment, il y a deux ans, lorsqu'elle a organisé un congrès à Luanda, le congrès « Pro Pace » en août 2000, où pour la première fois les Eglises angolaises ont dit à nouveau, d'une façon claire, qu'il fallait dialoguer. Ce discours de l'Eglise à propos de la nécessité de dialoguer a eu des réactions contradictoires. Le gouvernement disait non, si l'UNITA voulait dialoguer, elle n'avait qu'à venir à Luanda. Pour le gouvernement, l'accord de Lusaka avait été appliqué, le dialogue avait été interrompu, et il n'était donc pas question de négocier. Il fallait simplement que l'UNITA vienne à Luanda et qu'elle reprenne une vie civile normale. C'était un peu la même position que celle du gouvernement mozambicain avant l'amnistie, la première position du gouvernement face à la RENAMO, selon laquelle la situation devait d'abord être normalisée. Donc la position du gouvernement à propos des négociations était négative : il n'y aura pas de dialogue et la faute en revient à l'UNITA ; les négociations sont terminées et les rebelles doivent simplement revenir à la légalité. Il est clair qu'un tel discours était inacceptable pour l'UNITA. Plus tard, le gouvernement a commencé à affirmer qu'il était en train de terminer la guerre et qu'il allait attraper Savimbi. C'est à ce moment-là que nous avons contacté Savimbi directement. Toujours à travers de contacts ici, au mois d'août ou septembre 2001 je crois, quelques mois avant la mort de Savimbi.

***C'est vous qui êtes entrés en contact avec Savimbi ?***

Nous étions toujours en contact avec son représentant à Rome. Nous avons discuté avec lui ainsi qu'avec les évêques de l'Afrique australe (IMBISA). A la suite de ces discussions, nous avons fait parvenir à Savimbi le message suivant : « Dans la situation actuelle, il est impossible d'envisager des négociations. Il faut que vous fassiez d'abord un pas et que vous donniez un signe sans équivoque. Si votre position évolue, il sera alors possible de chercher à imposer un dialogue. Si la situation reste telle qu'elle est, par contre, vous resterez dans la brousse et la communauté internationale continuera d'être contre vous ». Parce qu'il y avait des sanctions contre l'UNITA et il y avait la condamnation de la communauté internationale... Qui a interrompu l'application de l'accord de Lusaka ? Il y a là matière à discussion parce qu'il est vrai que l'UNITA a des torts, mais il est vrai aussi qu'à un moment donné, c'est le gouvernement qui a dit « ça suffit ». Il s'agit cependant d'une question de

caractère plutôt historique. Pour revenir à notre sujet, Savimbi m'a donc téléphoné en août, septembre ou octobre pour mieux comprendre notre proposition. L'offre que nous lui avons faite était la suivante : « Vous devez proclamer une cessation des hostilités, unilatérale et sans conditions. Si vous le faites, nous contacterons alors l'Italie, le Portugal et les Etats-Unis (qui étaient informés de ces pourparlers) pour commencer un dialogue entre vous et le gouvernement. Mais vous devez d'abord faire un premier pas ». Savimbi nous a répondu : « Vous avez raison, je pense que c'est ce qu'il faut faire, mais j'ai beaucoup de problèmes avec les militaires. Parce qu'ils me disent que si nous proclamons une cessation des hostilités aujourd'hui, c'est comme si nous étions finis. Or, nous ne sommes pas finis ; nous devons donc démontrer que nous sommes encore en mesure de combattre. Seulement après, une fois que nous aurons démontré que nous sommes encore quelque chose, nous pourrions proclamer une cessation des hostilités ». Telle a été la réponse finale de Savimbi. Nous avons insisté pour qu'une cessation des hostilités intervienne au moins pour Noël, mais la situation s'est précipitée. Savimbi a interrompu complètement les contacts par téléphone - car il est bien clair que c'est lui qui téléphonait.

***La date que vous proposiez pour le cessez-le-feu semble avoir correspondu avec la date des premières attaques contre la colonne de Savimbi...<sup>5</sup>***

Non, il n'y avait pas de date précise, pas du tout. Peut-être avons-nous mentionné la période de Noël, mais nous n'avons pas donné de date précise. C'était une décision qui était de leur ressort. Non... C'est la première fois que j'entends parler d'un lien entre les attaques et cette date de cessez-le-feu.

***Quand est-ce que le lien avec Savimbi s'est arrêté ? En novembre, en décembre?***

Il faudrait demander à Adalberto da Costa Junior, le représentant de l'UNITA à Rome. Mais je pense entre fin novembre et début décembre. Je crois même que c'était en décembre parce que nous avons parlé de faire une trêve de Noël, comme c'était plus ou moins l'habitude avec l'UNITA. On m'a expliqué qu'ensuite il avait eu des difficultés d'ordre militaire et qu'il n'utilisait plus le téléphone satellite, d'où la rupture de communication.

***Si l'on revient en arrière, vous avez donc relancé les négociations avec la conférence Pro Pace ?***

Non, nous avons été invités à *Pro Pace* parce que nous avons des relations avec l'Eglise. Et le mouvement *Pro Pace* nous avait invités parce que ses organisateurs voulait dire : « Regardez ce qui s'est passé au Mozambique avec cette méthode de négociation ». Autrement dit, l'Eglise voulait utiliser notre expérience pour pousser le gouvernement et l'UNITA à trouver une formule de dialogue.

***Quels étaient vos liens avec la conférence épiscopale et le COIEPA (Comité interecclésial pour la paix) ?***

La conférence épiscopale a eu pour rôle de pousser le gouvernement vers le dialogue. L'UNITA, elle, a toujours été prête à négocier. Le gouvernement par contre était tout à fait contre l'idée même de rouvrir des négociations. Pour lui, la trêve avait été conclue, terminée. L'Eglise cherchait donc à le convaincre. Le gouvernement avait, je pense, toujours en tête la solution militaire. Il pensait que la solution militaire était toujours possible – et il faut dire qu'il a trouvé une solution militaire au conflit. Quoiqu'il en soit, nous allions donc à l'encontre de la position du gouvernement et de la situation internationale aussi. Nous avons estimé que la seule chose possible alors était de convaincre l'UNITA de faire un pas clair, sans condition, dans la bonne direction, pour avoir quelques cartes en main pour amorcer au

---

<sup>5</sup> Voir l'accusation implicite de *La Lettre du Continent* (Paris), n° 395, 7 mars 2002, qui disait : « Devinette : pourquoi Jonas Savimbi (Unita) était-il, quelques jours avant sa mort, en contact régulier avec la communauté vaticane de Sant' Egidio, spécialiste des médiations? ».

moins un contact, un dialogue, avec le gouvernement. Et c'est le message que nous avons envoyé à Savimbi. C'est la raison pour laquelle Savimbi nous a téléphoné. On m'a dit après, beaucoup de temps après, que les militaires avaient fini par admettre un cessez-le-feu avant la mort de Savimbi. Mais le problème à l'époque était que le gouvernement, et beaucoup d'autres gens, ne croyaient pas en cette possibilité ; ils ne faisaient pas confiance à Savimbi. Je ne sais pas, mais moi je lui faisais confiance. Je crois qu'il faut savoir faire confiance, sans pour autant que cela signifie fermer les yeux. Mais s'il me disait qu'il voulait négocier, je devais, jusqu'à preuve du contraire, croire qu'il le voulait vraiment. Son représentant à Rome m'a confié après coup que les militaires de l'UNITA avaient fini par être favorables à une cessation des hostilités.

***Donc les militaires de l'UNITA auraient changé d'avis entre septembre et décembre ?***

Le problème à l'époque était de trouver une manière de proclamer une cessation des hostilités alors que l'UNITA était dans un moment de grande faiblesse. Parce que c'est vrai que l'UNITA était en difficulté. Or l'UNITA voulait montrer qu'elle n'était pas en bout de course, pour avoir un minimum de poids et pour éviter que la cessation des hostilités ne puisse être interprétée comme une reddition.

***Et quelle était votre relation avec le COIEPA? Vous avez travaillé avec lui ?***

Nous avons travaillé avec lui surtout lors de la conférence *Pro Pace*. Autrement, nous sommes seulement restés en contact. Le COIEPA est une entité angolaise, donc il nous fallait avoir des contacts avec lui. Mais notre principal point de collaboration a été cette conférence en 2000.

***Est-ce que vous avez également eu des contacts avec l'UNITA-Renovada à Luanda ?***

Oui, nous connaissons Manuvakola, du temps où il était encore avec l'UNITA. Il est venu ici deux fois, je crois, avec une délégation de l'UNITA. Et puis nous l'avons rencontré une fois après qu'il est passé à l'UNITA-Renovada. Nous lui avons tenu alors un discours très clair. Nous lui avons dit : « Vous êtes dans une position très difficile, parce que vous êtes perçu comme un traître d'un côté et probablement comme une personne pas fiable par le gouvernement. Qu'est-ce que vous voulez faire ? Peut-être que vous êtes simplement un opportuniste à la recherche d'un rôle. Mais, si vous voulez la paix, je crois que vous devriez vous engager sérieusement dans la bonne direction, en essayant d'ouvrir des espaces qui puissent être perçus par l'UNITA non comme des pièges, mais comme quelque chose de sérieux ». Il nous a répondu que c'était vrai, que le rôle politique de l'UNITA-Renovada était compliqué. Par la suite, nous avons gardé des contact avec l'UNITA-Renovada. Nous essayons d'avoir des contacts avec tout le monde, toujours. Mais je crois que l'espace de manœuvre de l'UNITA-Renovada était très étroit et nous n'avons finalement jamais rien fait avec eux.

***Quelle est la situation actuelle ? Etes-vous encore impliqués en Angola après la fin de la guerre ?***

Nous sommes toujours en contact avec différentes parties angolaises. Mais nous n'avons rien entrepris. Parce que le processus politique marche bien et qu'il va dans le bon sens. Je crois que l'UNITA doit se réunir en congrès, essayer de mettre ensemble les différents morceaux qui étaient divisés – l'UNITA de l'intérieur, l'UNITA de l'extérieur, même l'UNITA-Renovada ou au moins des secteurs de l'UNITA-Renovada. Du côté du gouvernement, la position est toujours la même et nous n'avons donc pas de rôle à jouer. Mais nous continuons à suivre la situation.

***Vous avez créé des communautés en Angola maintenant ? Vous avez des projets humanitaires ?***

Oui, nous avons des communautés Sant' Egidio en Angola. Depuis deux ans. Mais cela est tout à fait indépendant. Pour ce qui est des projets humanitaires, non nous n'en avons pas.

## **L'AVENIR**

---

### ***Quel est votre vision d'avenir pour le continent africain et pour le continent latino-américain en 2003 ? Comment voyez-vous les choses ?***

Pour ce qui est de l'Afrique, il y a la tragédie du sida. Il est absolument urgent de l'arrêter. Je crois que l'Occident, les pays riches, doivent s'engager sérieusement sur la question du sida. Il y a aussi le grand défi des pays en guerre, voire des régions en guerre, comme l'Afrique centrale avec le Burundi, le Congo. Ce sont des conflits qu'il faut résoudre parce que sinon on risque une contamination. De même pour l'Afrique de l'Ouest où il y a déjà eu contamination avec le Liberia, la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire... On sait les liens qu'il y a entre les différentes guerres. Plus généralement, comme vision générale, je crois qu'il faut continuer dans la direction d'une synergie entre l'Europe et l'Afrique. C'est l'unique chance pour l'Europe, c'est l'unique chance pour l'Afrique. Mais nous constatons encore une trop grande faiblesse de l'Europe dans sa coopération avec le continent africain. Faiblesse sur les plans politique et quantitatif. Je dirais qu'il manque une vision et une volonté de s'engager plus.

### ***Quid du NEPAD ? Vous êtes assez critique sauf erreur ? <sup>6</sup>***

Oui, j'ai des doutes. Ce qui me pose problème, c'est lorsque l'on dit 'l'Afrique aux Africains' et que l'on parle d'une classe politique nouvelle, différente, en Afrique, dont les exemples sont, ou étaient il y a peu, Paul Kagame, Meles Zenawi et Thabo Mbeki. J'ai beaucoup de sympathie pour ces trois hommes, mais je ne peux pas signer un chèque en blanc pour le peuple. Qui a déclenché la guerre au Congo ? C'est Kagame ! La guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée ? C'est Meles Zenawi qui l'a faite. Le discours sur le sida en Afrique du Sud, qui est une bêtise qui peut avoir des conséquences graves sur les autres pays, c'est Mbeki qui le tient. Alors, attention, on ne peut pas signer un chèque en blanc simplement parce que le discours du NEPAD contient des choses positives. De plus, j'ai peur que le slogan de « L'Afrique aux Africains » ne permette à l'Occident de se réfugier dans une attitude digne de Pilate, soit de dire que c'est aux Africains de bouger et que s'ils ne bougent pas, c'est de leur faute et pas celle de l'Occident. C'est là un danger. Le partenariat est en réalité une synergie. Je crois que l'Europe doit se lier à l'Afrique. Mais je trouve qu'il y a encore trop peu d'engagement de l'Europe, de l'Union Européenne comme des Etats individuels, il y a un manque terrible.

### ***Et l'Amérique latine ?***

Pour l'Amérique latine j'ai des doutes aussi. Parce que je trouve qu'il y a beaucoup de désespoir et de résignation. Quelques fois il semble que l'on revient en arrière, dans des pays où il y a encore une sorte de terrorisme, où c'est toujours les mêmes leaders qui reviennent, comme au Guatemala qui est un des exemples les plus clairs. Il y a la question de la pauvreté et de l'injustice qui rend la situation explosive. On a vu ce que donnait la rage de la population en Argentine... Alors, j'ai des doutes et je pense que là aussi l'Europe devrait jouer un rôle plus important. Vous connaissez l'idiosyncrasie des latino-américains face aux nord-américains. Je trouve que là encore l'Europe pourrait jouer un rôle plus grand. Elle devrait avoir une compréhension différente, être comme un troisième élément qui peut aider au dialogue, qui peut faire pression entre les deux. C'est clair, la collaboration entre le nord et le sud de l'Amérique, entre l'Amérique du nord et l'Amérique latine, est quelque chose de

---

<sup>6</sup> P. LEMAYRIE, « Les bâtisseurs de la paix », *op. cit.*



naturel, dans la géographie. Mais l'hostilité que l'on perçoit à tous les niveaux envers le modèle nord-américain en même temps que la dépendance des sud-américains envers le modèle nord-américain me font penser que l'Europe pourrait avoir un autre rôle.

***Le dialogue interreligieux que vous faites (maintenant dialogue entre religieux et laïcs), est-ce une sorte de réponse à la théorie américaine du « Clash des civilisations » ? Est-ce une manière de prévenir un tel clash? Autrement dit, avez-vous peur d'une politisation de la religion ?***

Notre intérêt pour le dialogue est bien plus vieux que le discours sur le clash des civilisations. De plus, nous ne croyons pas qu'il y a des religions, des cultures, qui doivent nécessairement 'clasher'. Ce qui est vrai, c'est que, s'il n'y a pas de dialogue, il est possible sinon probable que l'on aille vers une lutte entre les religions. Les fondamentalistes, les terroristes, sont mus par les injustices, par les blessures qui ne sont pas soignées, comme au Moyen Orient, ainsi que par un manque de dialogue entre les religions. C'est pour cela que je trouve que le dialogue entre les différentes religions, notamment avec l'islam, est la meilleure réponse au fondamentalisme et au terrorisme. Malheureusement, il y a des situations où la religion est exploitée par des politiciens, où elle devient l'unique moyen d'exprimer un mal-être, des inquiétudes, de la rage. Je crois que c'est ainsi que l'on peut expliquer par exemple le fondamentalisme en Algérie, un pays laïc depuis toujours, de culture française si on peut dire ou, en tout cas, moderne. Pourquoi, à un moment donné, commence le fondamentalisme, d'où vient ce fondamentalisme ? Je crois qu'il faut chercher ses racines dans la pauvreté, dans le désespoir, dans l'espoir qui manque. On se trouve face à une identité qui demande quelque chose, face à une recherche d'identité, et je crois qu'il faut investir dans une solution à ces problèmes. C'est pour cela que la Communauté de Sant' Egidio s'est engagée sur la voie du dialogue entre les religions. Pour ce qui est de l'intégration récente des laïcs (comme l'ancien président portugais, Mario Soares, qui est agnostique), elle découle du fait que le laïcisme est quelque chose de très important. Il y a des laïcs qui veulent être engagés dans ces dialogues, dialogues qui deviennent dans ce cas éthiques plutôt que religieux, mais qui n'en vont pas moins dans la même direction, à savoir celle d'une recherche de ce qui peut unir plutôt que diviser.

***Pour conclure, quelle est votre position sur la réconciliation, l'autre grand élément de la résolution des conflits ?***

Je ne crois pas qu'il y ait une seule solution à ce problème, du moins c'est mon point de vue. En Afrique du Sud, la Commission de Vérité et Réconciliation a très bien marché. Au Mozambique, il n'y a pas eu de commission de vérité ou de tribunal, et la réconciliation a aussi eu lieu – il n'y a eu qu'une amnistie et un certain engagement des Eglises dans des cérémonies de pacification et de réconciliation. Au Guatemala, il n'y a eu qu'une commission d'enquête historique et cela n'a pas empêché une politique de réconciliation dans le quotidien. Enfin, au Burundi, ce n'est pas encore clair si on va aller vers un tribunal international, une commission d'enquête ou quelque chose d'autre. Je donne ces exemples pour montrer qu'il y a des situations différentes et des possibilités concrètes différentes. En conséquence, je pense qu'il faut avoir tous les instruments à disposition et voir ceux qui peuvent fonctionner le mieux dans chaque situation, ceux qui peuvent aider à surpasser les conflits et construire un avenir ensemble. Car quelques fois, il existe une pathologie de la mémoire qui ne permet pas de construire l'avenir. L'avenir demande une mémoire mais aussi de l'oubli. C'est cet équilibre entre oubli et mémoire, un équilibre qui n'est pas fixé et qu'on ne peut pas calculer, qu'il faut atteindre pour pouvoir trouver une solution.

## 2. Ricardo CANNELLI

*Ricardo Cannelli est historien et chercheur à l'Université de Bari. Il a publié deux livres, l'un sur Vatican II et l'autre sur la religion au Mexique.<sup>7</sup> Membre de Sant' Egidio depuis de nombreuses années, il est co-responsable au sein de la Communauté du continent latino-américain et de la Casamance.*

### LA CASAMANCE

---

***Il a été question d'une médiation de Sant' Egidio en Casamance, une médiation qui ne s'est finalement pas faite.***

Nous avons envisagé une médiation ou, plus exactement, une aide pour faciliter l'installation d'une table de négociations entre le gouvernement et le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC). En 1997. Nous avons reçu une demande d'aide de la part de quelques opposants du MFDC. Ils nous avaient donné leur point de vue sur la situation, nous avaient exposé les raisons de leur lutte et ils nous avaient parlé de l'affirmation de l'identité casamançaise. Leur demande était qu'on aide toutes les composantes du mouvement à se rencontrer afin d'établir une ligne commune en vue d'une table de négociations avec le gouvernement. Notre objectif à nous n'était pas d'intervenir sur le fond de la question casamançaise – cette question est du ressort du gouvernement sénégalais, du MFDC et des diverses composantes de la société civile casamançaise. Notre objectif était, comme dans toutes situations de conflit ou de tensions, de promouvoir des solutions qui passent par le dialogue. En effet, nous sommes prêts à faire tout ce qu'il faut pour favoriser l'installation d'un dialogue ou d'une négociation. C'est pour cela que nous nous sommes mis à disposition pour héberger cette réunion. Cette réunion était souhaitée depuis longtemps par de nombreux de Casamançais et elle n'avait jusque là jamais pu se tenir. Notre condition pour organiser cette réunion à l'époque était que tout le monde puisse y participer. C'est pour cette raison que la réunion n'a finalement pas eu lieu. Car le gouvernement n'a pas permis le départ pour Rome du chef charismatique du MFDC, l'abbé Diamacoune.

#### ***Où devait se tenir cette réunion?***

Elle devait se tenir chez nous, à Sant' Egidio. Tout avait été organisé. Je regrette vraiment que cette réunion n'ait pas eu lieu parce qu'à l'époque il n'y avait que le MFDC, avec sa représentation politique et les mouvements armés dans le maquis. Autrement dit, il y avait une situation de relative unité du mouvement – je dis bien 'relative' dans le sens où il n'y avait pas de divisions fortes. En comparaison, il y a aujourd'hui beaucoup de divisions et le mouvement s'est profondément divisé. Il y a les sections du MFDC à l'étranger qui ont une position, il y a les gens à Ziguinchor qui en ont une autre et il y a les gens dans le maquis qui sont, à leur tour, divisés en deux factions. On peut dire qu'aujourd'hui la situation est pourrie. Imaginez d'ailleurs les difficultés aujourd'hui si l'enjeu était, en 1997 déjà, d'arriver à une position unifiée face au gouvernement...

#### ***La situation de relative unité du MFDC, c'était avant l'arrivée au pouvoir d'Abdulaye Wade ?***

C'était quand Diouf était encore au pouvoir. Le gouvernement sénégalais était alors très sensible sur la question casamançaise. Et je crois qu'il y a eu un malentendu à propos de notre

---

<sup>7</sup> R. CANNELLI, *Nazione Cattolica e stato laico. La questione religiosa in Messico dall'indipendenza alla rivoluzione, 1821-1914*, Rome : Edizione Guerini, 2002 et *Il Vaticano II nel diario di un vescovo arabo (Edelby Neophytos)*, Rome : Edizioni San Paolo, 1996.

initiative. Le gouvernement sénégalais a pensé que notre démarche allait changer les équilibres politiques. On a d'ailleurs dit des choses absolument folles à notre propos à cette époque. Des rumeurs ont couru par exemple que Sant' Egidio allait envoyer un avion clandestin chercher l'abbé Diamacoune à Ziguinchor. C'était des rumeurs absurdes, mais elles exprimaient le fait que, malgré nos explications, le gouvernement appréhendait cette réunion qui allait se tenir en Europe. Il avait peur d'une internationalisation de la question qui, jusqu'alors, était restée une affaire impliquant seulement trois gouvernements – le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissau. Le gouvernement sénégalais craignait de perdre le contrôle sur cette question, bien qu'en réalité notre intention était seulement de favoriser l'établissement d'une table de négociations pour mettre fin à cet étrange conflit. Nous avons dit au gouvernement sénégalais que nous n'avions aucune intention de déranger, que nous ne voulions cette réunion que parce que nous étions convaincus qu'elle serait utile.

***Qui était votre contact à l'époque ? Le représentant du MFDC à Paris ? L'abbé Diamacoune ?***

Nous connaissions Diamacoune. Nous l'avons rencontré une fois à Ziguinchor, chez lui, et une autre fois à Banjul en Gambie dans le cadre d'une réunion organisée à la fin du gouvernement Diouf pour arriver à un accord – une réunion qui a été finalement annulée à la dernière minute et où nous avons été invités comme observateurs. Mais la personne qui nous a contacté en premier était l'ancien secrétaire-général adjoint du MFDC, Mamadou Sané dit 'N'Krumah' (son nom politique) qui vit à Paris. C'est un homme qui a des positions très radicales et qui contraste avec les composantes du mouvement plus modérées. Il y a en effet tout un débat à l'intérieur du mouvement entre ceux qui veulent l'indépendance et ceux qui demandent seulement une reconnaissance de droits identitaires. Quoiqu'il en soit, c'est donc N'Krumah qui nous a demandé notre aide. Après quelques premiers doutes, le gouvernement est entré en discussion et le projet a avancé. Nous avons reçu la visite du ministre des Affaires étrangères de l'époque, ensuite nous avons rencontré à Dakar le dernier premier ministre des Affaires étrangères du gouvernement Diouf ainsi que l'ancien ministre des transports Fania [le ministre de l'Agriculture Sagna ?] qui était très important parce qu'il était Casamançais. A cette époque, tout le monde disait, même le président sénégalais, qu'il fallait faire cette réunion. Cependant, comme tous ces préparatifs ont eu lieu juste avant les élections, le changement de gouvernement qui en a résulté a bouleversé les plans. Après les élections, nous avons eu des contacts avec le premier gouvernement de Wade. Une délégation sénégalaise du gouvernement a même participé à l'une de nos rencontres internationales pour la paix à Lisbonne, il y a trois ans, une délégation importante d'une dizaine de personnes. Mais depuis deux ans, il ne s'est pas passé grand chose et nous n'avons pas non plus pris d'initiatives. Ce n'est pas cela qui manque toutefois ; le problème n'est pas là. Le problème maintenant, c'est l'atomisation du MFDC et la tendance du gouvernement actuel, encore plus unitaire que sous Diouf. Ce dernier veut encore moins sortir de la région pour négocier. Autrement dit, il n'y a pas d'intérêts à ouvrir des négociations sous l'égide de Sant' Egidio. Ceci dit, nous continuons à suivre la situation. Parce que nous sommes convaincus que la solution passe par la constitution de cette table de négociations – au Sénégal ou ailleurs.

***Qu'en est-il de la négociation entreprise par l'évêque de Ziguinchor, Mgr Maixent Coly ?***

En fait, il y a eu plusieurs tentatives locales d'arriver à un accord politique. Mais mon impression c'est qu'il y a parfois des signatures qui se posent facilement et qui ne sont pas suivies dans les actes par la suite. En ce qui concerne l'évêque Coly, nous le connaissons et nous sommes liés d'amitié avec lui. Mais nous ne menons pas d'initiative commune. Nous ne voulons de toute façon pas nous mettre en avant sans que cela soit bien reçu par toutes les parties. Nous avons d'ailleurs un avis très clair sur la question. Nous avons toujours dit à tous, y compris aux radicaux du MFDC, que cela n'avait aucun sens de convoquer une réunion du MFDC en excluant les modérés, ceux qui sont considérés par les radicaux comme des traîtres.

Il faut que tout le monde se réunisse, toutes les composantes, et il faut sortir de la logique d'accusation de 'traîtres' et de 'patriotes'. Il faut sortir de cette logique et reconnaître qu'il y a des différences d'opinion sur le futur de la région. Voilà ce que nous avons toujours dit aux durs du mouvement. Au gouvernement, nous avons toujours manifesté le souhait de permettre à ces gens de se réunir, car la « politique du diviser pour mieux régner » a créé une situation de pourrissement et de violence. C'est un peu la réalité de toute la région d'ailleurs, où on voit une dégénérescence du politique, une situation de gangrène.

***Des négociations ont eu lieu ces dernières années, négociations qui ont été suspendues pour la tenue des élections de mars 2003. N'étiez-vous pas impliqués ?***

Nous n'avons pas été invités à ces négociations organisées par le gouvernement. Mais nous faisons toujours des visites dans le pays et nous maintenons des liens avec des gens de l'Eglise Casamançaise. Des liens qui vont au-delà de la politique, des liens par le biais de l'aide humanitaire notamment, parce qu'il y a aussi des problèmes au niveau de la santé, au niveau de l'école. Nous travaillons donc dans ces domaines en coopération avec l'Eglise de Casamance et, notamment, avec le père Alain Diédhiou qui est un proche collaborateur de l'évêque Coly et qui est un ami à nous. La Communauté reste donc présente au niveau de l'aide humanitaire aux réfugiés et sur le terrain de la santé et de l'éducation. Pour ce qui est de la question politique, mon impression est qu'elle est gelée. Cela fait dix ans qu'il y a des négociations, plus ou moins véritables, qui se déroulent en vain...

***Êtes-vous pessimiste ?***

Je ne suis pas pessimiste dans le sens où, à mon avis, la Casamance n'est pas une question trop compliquée. C'est-à-dire : on arriverait à une solution si des volontés claires et fermes d'aboutir à une solution définitive se manifestaient. Si on regarde le monde d'aujourd'hui, si on regarde l'Afrique et d'autres contextes, il faut reconnaître que la question casamançaise n'est pas très complexe. Il s'agit d'une région qui se considère maltraitée par le pouvoir central depuis l'indépendance, au point que la situation a explosé en 1982. Une gestion peu attentive de la question par Dakar a engendré un mouvement armé qui n'a pas grande envergure mais qui est réel. Avec des implications en Guinée-Bissau, à l'époque de la guerre avec le Sénégal. Chaque fois que j'ai parlé avec des Casamançais, à Ziguinchor, ici en Europe, à Banjul ou ailleurs, on m'a dit la même chose : 'Nous voulons que Dakar reconnaisse qu'il y a une identité casamançaise'. Quand on rédige des documents, on écrit toujours le mot 'indépendance'. Mais quand on parle avec les gens de Casamance, peut-être pas avec le chef du mouvement évidemment, mais avec les gens de la société civile casamançaise, ils disent : 'Nous voulons qu'il y ait une autre politique par rapport à notre région, qu'il y ait une véritable autonomie, que nous puissions décider de nos ressources et que nous puissions exercer un certain contrôle sur la politique locale'. Evidemment, les atouts économiques de la région, l'agriculture et le tourisme, sont maintenant deux secteurs à l'abandon, à cause de la violence. Mais j'ai rencontré une grande envie de reconstruire la région. Pour cette raison, je ne suis pas pessimiste. A mon avis, s'il y avait du côté du gouvernement, du côté du MFDC et des groupes armés, la volonté d'affronter les questions véritables sur un pied d'égalité, cette affaire serait facilement résolue. De plus, il faut rappeler que le Sénégal est un pays où les élections ont montré une démocratie réelle. Bien sûr imparfaite, comme partout, mais réelle. C'est donc un pays avec beaucoup de perspectives. Alors la chose qui me rend un peu triste, c'est qu'un pays qui a tout pour être un pays moderne, qui pourrait représenter un exemple, se laisse enfoncer par une question qui traîne depuis 20 ans.

***Quel est le rôle de la France, des Etats Unis ou même de la Guinée Bissau ? Est-ce que vous avez eu leur soutien pour les négociations ?***

Nous avons parlé quelques fois de la question casamançaise avec les Français. On a eu quelques rencontres à Paris. Nous avons toujours eu le sentiment que notre initiative était bien vue par la France. Mais ce n'est pas la France qui décide. La France est un peu comme nous, elle observe la situation. Dans le cas où tous les Sénégalais voudraient une participation plus active sur le plan politique de la Communauté Sant' Egidio, je pense que la chose ne serait pas mal vue par Paris qui est consciente du fait que la question mériterait une approche un peu plus active. Avec les Etats-Unis, on a parlé une fois avec un de leurs représentants à Banjul, mais nous n'avons jamais eu de véritable réflexion avec eux sur la question.

### ***Et la Guinée Bissau ?***

Nous sommes très présents en Guinée Bissau, au niveau de la coopération et du développement. Nous gérons l'hôpital le plus important du pays, dans la capitale. Un hôpital qui a été détruit pendant la guerre et dont nous sommes en train de terminer les travaux de reconstruction. C'est une structure importante, fondamentale même, pour la santé du pays. Alors évidemment nous sommes des interlocuteurs du gouvernement de la Guinée Bissau. Une telle coopération dans un pays petit comme la Guinée-Bissau entraîne une présence importante et celle-ci est bien reçue par le gouvernement. Nous n'avons cependant jamais tellement parlé de la question casamançaise avec le gouvernement. Parce que nous ne voulons pas mélanger humanitaire et politique. En Guinée Bissau, nous sommes là pour aider les gens, donner des soins.

### ***La situation n'évoluant pas, est-ce que l'on peut dire que vous êtes en situation d'attente ?***

Effectivement, nous sommes dans une situation d'attente. Nous suivons l'évolution de la situation, sans chercher désespérément à intervenir. Nous ne le faisons jamais d'ailleurs. Nous n'avons pas l'obsession d'intervenir, ce n'est pas une bonne méthode. Nous attendons donc qu'une opportunité se présente. Peut-être allez-vous trouver cela un peu statique, mais en réalité c'est la situation qui est gelée.

## **LE GUATEMALA**

---

### ***Parlons maintenant du Guatemala. Est-ce que vous pouvez me raconter un peu comment se sont déroulées vos activités de médiation dans ce pays?***

Ah, ça c'est toute une histoire ! Commençons par dire qu'il s'agit d'un long processus de paix. Le premier contact entre l'union des trois mouvements de guérilla, l'UNRG, et quelques représentants du gouvernement a eu lieu en 1988 à Madrid. La paix a, elle, été signée le 29 décembre 1996, c'est-à-dire huit ans plus tard. L'initiative d'un rapprochement pour une négociation a été au départ un choix de la guérilla. Cette dernière avait en effet mené une réflexion sur l'évolution de la région, plus précisément sur l'initiative d'Esquipulas lancée par le président Oscar Arias Sanchez du Costa Rica, initiative qui avait, dans un certain sens, créé le cadre pour résoudre tous les conflits d'Amérique Centrale (Nicaragua, Salvador et Guatemala) et qui était un modèle alternatif au modèle étasuniens. Esquipulas est une petite ville du Guatemala où se sont rencontrés en 1980 les gouvernements centraméricains et où ils ont manifesté leur adhésion à une solution négociée des conflits en Amérique centrale. Arias Costarica a reçu le prix Nobel de la paix pour cette initiative. Face à cette évolution, les chefs de la guérilla guatémaltèques ont pensé qu'ils devaient se positionner et ils ont commencé à se dire prêts pour des négociations. Un premier contact a eu lieu en 1988, puis un processus de négociation un peu plus poussé a débuté en 1990. Ce processus s'est alors déroulé en deux phases. Lors de la première, c'est un évêque guatémaltèque, Monseigneur Rodolfo Quezada Toruo, évêque de Zacapa, qui a eu un rôle central de facilitation (c'était le 'conciliateur'). Le

gouvernement et la guérilla ont ainsi pu se rencontrer plusieurs fois. Parallèlement, la guérilla a organisé, toujours au début des années 1990, des rencontres sectorielles avec des entrepreneurs et des associations sociales. A la fin de cette première phase, l'Eglise guatémaltèque s'est retirée. Plus exactement, elle a continué à apporter un soutien important aux négociations, mais elle n'était plus directement présente, ayant laissé sa place aux Nations Unies. Dans cette deuxième phase, les négociations se sont poursuivies à Mexico City. Mais, en 1994-95, ces négociations sont devenues très difficiles. Certains documents avaient été signés et différents points de l'agenda résolus, mais on n'avancait pas sur d'autres, notamment sur la réforme sociale et économique.

### ***Sant' Egidio était-elle déjà présente à ce stade?***

Nous sommes présents au Guatemala depuis 1989 quand s'est formé une communauté Sant' Egidio composée de Guatémaltèques, communauté qui nous a amené à être plus proche de ce conflit. A partir de 1990 ou 1991, l'UNRG, la guérilla, a pris contact avec nous directement à Rome. Elle voulait nous connaître. L'UNRG avait un représentant en Europe, en Belgique, qui est alors venu ici à Rome et nous sommes ainsi entrés en contact avec elle. Il faut dire que l'UNRG a toujours soigné ses relations élargies, avec les syndicats, les partis politiques, l'Eglise et des organisations comme la nôtre. Elle a toujours eu une attitude très politique. Les chefs de la guérilla sont d'ailleurs des politiciens plus que des militaires même si la guérilla compte évidemment aussi des militaires. Quoiqu'il en soit, suite à ce premier contact avec le représentant de l'UNRG en Europe, nous avons rencontré les trois commandants de la guérilla. Ils sont venus plusieurs fois à Rome et nous les avons vus aussi à Mexico City où ils s'étaient installés depuis le début des négociations de paix sous égide de l'ONU. Nous nous sommes donc rencontrés plusieurs fois et avons établi une relation très cordiale, d'amitié et d'estime. Nous avons vu que c'étaient des gens convaincus qu'il fallait arriver à la paix. Ils n'avaient pas de doute là-dessus. Depuis 1991 que nous les connaissons, nous avons toujours eu cette impression. Le problème était celui d'une grande méfiance et d'un manque de contacts directs entre les chefs de l'UNRG et du gouvernement. Il faut dire que les négociations à Mexico se faisaient de manière très indirecte. Il était rare que les personnes, les délégations, se rencontrent tête-à-tête. C'était très indirect donc et cela favorisait la méfiance à l'égard des vraies intentions des uns et des autres. Ils disaient : « Ils nous font parvenir ce message, mais ce message c'est celui de la personne qui est là ou celui du gouvernement qui est au Guatemala ? ». Il y avait donc un manque total de confiance dans la parole donnée, d'une côté comme de l'autre.

Arrivés à la fin de 1994-début 1995, nous avons vu que la situation était totalement paralysée. Alors Sant' Egidio s'est demandé ce qu'elle pourrait faire pour faciliter les choses, pour débloquer l'impasse, pour faire avancer les négociations. Le président à l'époque était Ramiro de León Carpio, l'ancien procureur des droits de l'Homme, un poste qui avait été créé au Guatemala quand le sujet était devenu important. L'Etat s'était engagé à nommer une figure indépendante, une personne très respectable. Ramiro de León est devenu président parce que son prédécesseur Jorge Serrano Elías s'était fait renvoyer. Il avait fait un « auto-coup », c'est-à-dire qu'il a tenté un coup d'état blanc, institutionnel, qui a échoué parce qu'il y a eu, pour la première fois au Guatemala, une forte réaction populaire, en plus du fait que l'Organisation des Etats Américains avait envoyé un émissaire pour transmettre au président que son coup d'état n'était pas reconnu. Elías avait quitté le pays en conséquence et Ramiro de León est devenu président. Je relate ces événements parce qu'ils ont eu pour conséquence que Ramiro de León était un président politiquement faible ; il n'avait pas été élu par le peuple. C'était cependant un homme très bon, alors nous sommes allés au Guatemala pour lui rendre visite et lui parler. Nous voulions faire un petit sondage pour savoir s'il était intéressé à entrer en contact avec l'UNRG, d'une façon discrète, hors du cadre des négociations de Mexico, mais pas contre le processus de Mexico. Il fut favorable, mais demanda comment faire. Nous lui avons répondu que s'il était intéressé, nous pouvions organiser une rencontre.

Alors, comme le président devait venir en Italie fin avril 1995 pour faire une visite au gouvernement et au Vatican, nous avons organisé une réception pour lui à Sant' Egidio. Au deuxième étage, nous avons organisé en même temps une rencontre secrète. C'est-à-dire, à un moment donné, le président a disparu avec notre président – la délégation guatémaltèque n'en savait rien – et ils sont allés au deuxième étage où les attendaient les commandants de l'UNRG. Ils ont passé une heure et demie, peut-être deux heures, à discuter, pour clarifier des choses qui n'étaient pas claires à la table de négociation officielle. Cette première réunion – il y en a eu deux en effet – a été très importante pour la guérilla, parce que le président s'est montré honnête. Il a clairement dit jusqu'où il pouvait aller. Il a dit : « Ecoutez, dans 8 mois je termine ma présidence et je quitte le pouvoir. J'ai une très grande envie d'avancer sur le chemin de la paix et j'aimerais beaucoup être le président qui signe la paix. Mais je dois être sincère et vous dire que pour des raisons de faiblesse politique, je connais mes limites, je sais jusqu'où je peux aller ». Ce discours a été très bien reçu par la guérilla. Ils ont dit : « Bon, au moins il nous a dit que c'était inutile de nous faire des illusions. Maintenant nous savons qu'avec cet homme-là, nous ne pourrions aller que jusque-là ».

***« Jusque-là », qu'est-ce que cela signifiait concrètement ?***

Cela signifiait qu'il ne pouvait par exemple pas discuter des réformes sociales et économiques qui étaient un des principaux enjeux. Il faut dire qu'au Guatemala, il y avait beaucoup d'ennemis des négociations et ce jusqu'à la fin d'ailleurs. Ce n'était pas évident que l'on arrive à une signature. Il y avait dans le camp de l'économie et parmi les militaires des gens ouverts, mais il y avait aussi des gens d'une dureté incroyable. L'importance qu'a l'armée, même du point de vue économique et politique, est aussi une particularité du Guatemala. L'armée a partout été importante en Amérique Latine, mais au Guatemala le poids économique qu'elle a pris était plus fort qu'ailleurs. Pour revenir à notre histoire, le discours honnête du président a donc permis aux chefs de la guérilla de comprendre ce qui pouvait se passer ou ne pas se passer à la table officielle. Cette première rencontre a donc été importante même si elle est restée presque inconnue – en effet personne ne l'a encore racontée.

Plus tard, nous avons organisé une deuxième rencontre entre le président du Guatemala et les chefs de l'UNRG. A Paris, à la fin juin 1995. Cette histoire est un peu anecdotique mais elle est sympathique. Le président se rendait en France pour parler avec le Club de Paris de prêts financiers. Alors nous avons profité de ce voyage pour proposer au président une deuxième rencontre avec les chefs de la guérilla. Le président ayant donné son accord, nous avons organisé une fausse entrevue entre le président guatémaltèque et le directeur d'une revue catholique appelée « La Vie ». Le directeur, Jean-Claude Petit, est un grand ami à nous. Nous lui avons demandé : « Est-ce que tu es prêt à nous aider en organisant une fausse entrevue dans ton bureau ? C'est-à-dire il n'y aura pas d'entrevue, mais une rencontre politique ». Il a dit oui – ça l'amusait beaucoup. Nous avons alors organisé cette réunion. Quand il est arrivé, le président était accompagné de la garde présidentielle et d'un colonel qui sont restés dehors, derrière la porte, sans savoir ce qui se passait ou, du moins, nous ne savons pas s'ils savaient, donc disons : apparemment sans savoir que, dedans, il y avait déjà deux commandants de la guérilla présents. Les politiciens guatémaltèques parlèrent de sujets qu'ils avaient commencé à aborder dans la première rencontre et qui se sont précisés lors cette deuxième rencontre.

***Quels soutiens avez-vous eu pour cette médiation ? Est ce que les Nord-Américains vous ont encouragés, est-ce qu'ils étaient au courant ?***

Si je me souviens bien, ces deux premières rencontres entre le président Ramiro de León Carpio et les commandants de l'UNRG sont restées totalement secrètes. Personne les connaissaient. Leur but était uniquement de comprendre ce que pensait l'autre.

***Après ces rencontres, les négociations ont repris à Mexico ?***

Les négociations étaient mal en point à Mexico, elles n'avançaient pas, comme je le disais. En novembre, le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu au Guatemala. Il y avait deux candidats, Alvaro Arzú, du Parti PAN (Parti Aliança Nacional), et Alfonso Portillo qui était du parti de José Efraín Ríos Montt. Au premier tour, les résultats étaient très équilibrés entre les deux candidats. Nous avons alors pensé : « Il faut que le président, aussitôt qu'il est élu, mène une politique dans la ligne de ces deux rencontres secrètes ». Nous avons alors fait le pari qu'Arzú allait gagner, même si ce n'était pas sûr, et nous sommes allés le voir entre les deux tours. Nous lui avons dit : « Nous espérons que vous serez le prochain président. Nous faisons ce pari et nous estimons qu'il serait utile que vous parliez avec les commandants de la guérilla. Quand vous serez président, vous aurez ainsi une idée claire du discours qu'il vous faudra tenir sur le sujet ». Heureusement, Arzú a finalement gagné les élections – même si de quelques milliers de voix seulement. Ainsi il a participé à certaines de nos rencontres et il était prêt à la négociation quand il est arrivé au pouvoir. C'est d'ailleurs l'équipe qui était présente à nos rencontres qui est devenue par la suite son équipe de négociation à Mexico.

### ***Les réunions que vous avez organisés ont eu lieu pendant les élections mêmes ?***

En tout, nous avons organisé cinq rencontres avec Arzú et son équipe. Les deux premières avant le deuxième tour des élections et les trois autres après. Les deux premières rencontres ont eu lieu à San Salvador, les deux suivantes à Mexico et la dernière à Rome en février 1996. Mais c'est la première rencontre qui a été la plus importante – celle de décembre 1995. Elle a d'ailleurs duré six ou sept heures. C'était la réunion la plus importante parce que les commandants de la guérilla avaient une très mauvaise opinion d'Arzú. Ils le connaissaient comme ancien maire de la ville de Guatemala, comme un homme très à droite. Les généraux disaient : « C'est impossible de négocier avec cet homme ; à notre avis, ce sera très difficile de faire quelque chose ». Mais après sept heures de conversation, ils étaient ravis parce qu'ils se sont rendu compte qu'ils s'étaient trompés, qu'il était certes un conservateur, mais qu'il n'était pas fasciste, qu'il n'était pas autoritaire. Il se sont même rendu compte qu'ils avaient les mêmes idées sur certains points, notamment sur le fait que le plus gros problème serait, pour les deux parties, de convaincre leur base respective.

### ***Qu'est ce qui se discutait dans ces réunions ? S'agissait-il juste de clarifications et de savoir jusqu'où le président pouvait aller, comme dans le cas du précédent président ? Y avait-il d'autres thèmes ?***

Ils ont discuté, comme on dit en Amérique Latine, du 'divino e l'humano' – du divin et de l'humain. C'est-à-dire de tous les points qui étaient à l'agenda. Le principe de ces rencontres était : « Vous pouvez dire tout ce que vous voulez, ça ne vous engagera à rien, vous avez la liberté de parler ». A Mexico par contre, personne ne pouvait faire d'affirmation sans que cela ne l'engage, ce qui amenait une attitude très prudente. Tandis que là chacun pouvait dire ce qu'il pensait, librement, sans que cela ne provoque de situations non désirées. Il faut reconnaître que quelques fois ça fait du bien quand on est libre de s'exprimer, quand on parle en situation de liberté d'esprit, sans trop mesurer ses mots. Ainsi, lors des réunions, les commandants ont pu voir que les hommes du gouvernement avaient aussi des idées de réformes agraires, des idées de réforme de l'armée. En bref, la chose importante c'est que la guérilla a décidé qu'il était possible de faire avancer les choses avec le président Arzú.

### ***Les rencontres de San Salvador étaient secrètes ou est-ce que l'ONU était au courant ?***

Ce n'est que la première réunion qui est restée secrète, je crois. Après la première réunion, quand nous avons vu qu'elle avait été très positive et qu'il fallait rapidement une nouvelle rencontre, que les choses pouvaient prendre de l'envergure, nous avons averti les Nations Unies. Nous ne voulions pas mener une action alternative à celle de l'ONU. Notre espoir était que, si ces gens se trouvent à l'aise, ils reviendront à Mexico et ils avanceront plus vite. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. Nous avons averti les Nations Unies dont le facilitateur était un



Français, Jean Arnault, qui a très bien accepté la chose. Ce n'est toutefois qu'après la cinquième rencontre, qui s'est déroulée en février 1996 à Rome, que le gouvernement et la guérilla ont décidé de rendre ces rencontres publiques. Ils firent alors une déclaration signée ici, à Rome, le 12 février 1996. Dans ce document, ils disaient être prêts à retourner à la table de négociations à Mexico. Ensuite, les négociations ont recommencé à Mexico en mars 1996 et la paix a pu être signée dans les six mois – l'accord a été signé à la fin décembre 1996. Alors, comparativement, on peut dire que nous avons joué un rôle très différent au Guatemala par rapport au Mozambique par exemple. Nous avons fait ici une œuvre de facilitation dans le cadre de négociations qui existaient déjà mais qui s'épuisaient alors qu'au Mozambique nous étions les médiateurs.

***Actuellement la situation a l'air assez difficile au Guatemala. On parle de 'colombianisation' du pays, on parle d'une candidature de Ríos Montt... Est-ce que cela vous a amené à intervenir à nouveau?***

Nous sommes très présents au Guatemala aujourd'hui, surtout au niveau ecclésial. J'ai parlé encore récemment avec l'ancien commandant Rodrigues Asturias, le fils du prix Nobel de littérature.<sup>8</sup> Nous nous sommes trouvés quelques jours ensemble à Mexico en août. Bien sûr, la paix n'a pas résolu tous les problèmes du pays. La paix n'a pas été celle que les commandants attendaient. Mais ce n'est pas l'Angola où les politiciens ont signé des documents et sont retournés ensuite à la guerre. À mon avis, l'accord de paix au Guatemala était sérieux, il y avait une volonté très ferme et très claire des anciens combattants guérilleros. Ils ont tourné la page et ils croient en la voie politique. Ils pensent que c'est maintenant possible au Guatemala de lutter sur le plan politique et non plus que par la lutte armée. C'est évidemment difficile de prévoir l'avenir, mais à mon avis, la paix est acquise définitivement. Au moins avec ces gens-là. Je ne sais pas s'il y aura d'autres feux qui vont se propager, mais disons que ces gens sont convaincus qu'ils ont fait une bonne chose, ce qui est de bonne augure. Certes, la paix n'a pas amené la justice sociale qui avait motivé la guerre dans les années soixante. Mais le grand enjeu pour les ex-guérilleros maintenant, c'est de réussir à créer une gauche politique assez forte pour réussir un jour à prendre le pouvoir, à gouverner quatre ans et réaliser les réformes désirées. C'est ça l'enjeu et ce n'est pas facile parce qu'au Guatemala l'axe de la politique est plutôt à droite qu'à gauche. Mais les ex-commandants pensent que c'est possible de faire un travail politique. Ce qui me fait penser d'ailleurs que le Guatemala représente un cas où la guerre n'aurait pas eu lieu s'il y avait eu la possibilité d'une dynamique démocratique normale. En ce sens, le Guatemala est différent du Salvador. Il faut rappeler en effet l'expérience réformatrice de la décennie 1944-1954 qui a fait suite à la révolution de 1944 qui avait porté les sociaux-démocrates au pouvoir. Ce fut une expérience démocratique positive, qui fut stoppée en 1954 par une invasion organisée par la CIA (qui accusait le régime d'être marxiste) et dont l'échec amena à la guerre. L'un des chefs de la guérilla, Rolando Morane (de son vrai nom Ricardo Ramírez) était d'ailleurs un jeune militant du Parti communiste à la fin des années 40. Il s'était impliqué dans ce nouveau Guatemala démocratique réformiste des années 1950, car il voulait faire la réforme agraire. Or, après l'invasion, il se radicalisa. Autrement dit, c'est cette période de répression de la démocratie qui est à la racine du conflit du Guatemala et, en cela, c'est une histoire différente du Salvador ou même du Nicaragua.

***Rome, les 12, 16 et 21 juin 2003***

*Transcription : Jocelyne HILAIRE. Edition : Eric MORIER-GENOUD et Muriel PÉCLARD*

---

<sup>8</sup> Miguel Ángel Asturias, prix Nobel de littérature en 1967.